

prend le terrain que Nivelles perdit en 1917, tandis qu'en Champagne Gouraud tend la main aux hommes de Pershing par dessus la forêt d'Argonne.

Forcé de reculer sur ses ailes et violemment attaqué sur son centre depuis la mer jusqu'à la Suisse, le boche doit nécessairement repasser le Luxembourg et la Belgique et se préparer à l'entrée des alliés sur son territoire.

Alors quel sens aurait une armistice à l'heure présente? Depuis quand est-il de bonne tactique, lorsque l'ennemi est sur le point d'être écrasé de lui tendre la main, l'aider à se remettre debout, pour qu'il puisse combattre ensuite sous de meilleurs auspices? Que font les allemands? Ils simulent la reddition et en se constituant prisonniers frappent nos soldats trop confiants. Ils détruisent et brûlent ce qu'ils ne peuvent emporter dans leur fuite. Alors que nous restet-il à faire? Leur donner un peu le goût de leur propre médecine. Pour Louvain, disons Trèves ou Mayence; à Reims répondons Cologne; pour nos villes de l'Artois, de la Picardie et de Champagne, occupons un peu leurs villes du Palatinat et du Bas-Rhin.

Certains s'objectent à ce qu'ils appellent des présailles, mais il est quelque chose qui s'appelle la justice immanente. La civilité puérile et honnête est à peine de mise quand on a affaire à un assassin et un voleur. Tendre une main gantée de blanc à un adversaire qui cache un poignard dans sa manche et une grenade dans son sac, c'est se rendre ridicule et mériter la trahison dont on a la certitude absolue.

Cependant l'effronterie des allemands et leur confiance en notre naïveté leur ont fait espérer que malgré leur conduite des quatre dernières années, ils peuvent attendre de nous la magnanimité et la grandeur d'âme qui sont le fond du caractère français.

C'est ce qui explique la note pacifique du prince Max au président Wilson.

Mettons en présence la note en question et la réponse du président qu'il ne conviendrait pas peut-être d'apprécier aujourd'hui.

Le nouveau chancelier s'exprime comme suit :
 "Le gouvernement allemand demande au président des Etats-Unis de prendre des mesures pour le rétablissement de la paix; d'avertir tous les bel-ligérants de cette demande; de les inviter à délé-guer des plénipotentiaires pour inaugurer les négocia-tions.

Le gouvernement allemand accepte comme "base" des négociations le programme établi par le président dans son "message au congrès du 8 janvier 1918 et dans ses communications subséquentes notamment son discours du 27 septembre 1918. Pour éviter une prolongation de l'effusion de sang le gouvernement allemand prie le président d'amener la conclusion "immédiate d'un armistice général sur la terre, la mer et dans les airs."

A cette note le président a répondu mardi dans le sens suivant :

"Avant de répondre au gouvernement allemand...
 "le président désire s'assurer de la signification exacte de la note du chancelier impérial. Le chancelier veut-il dire que le gouvernement allemand accepte les termes du message du président au Congrès le 8 janvier dernier, et que la discussion proposée ne portera que sur le mode pratique de son application."

"En ce qui concerne la proposition d'un armistice le président ne croit pas qu'il puisse proposer aux gouvernements avec lesquels il combat contre les Empires Centraux, une cessation des hostilités tant que les armées de ces derniers seront sur le sol envahi. La bonne foi de la discussion dépendra évidemment du consentement des puissances centrales à retirer immédiatement leurs troupes des territoires occupés.

"Le président croit aussi qu'il est juste de demander si le chancelier parle seulement au nom des autorités de l'empire telles qu'à présent sont constituées et qui ont eu jusqu'ici la responsabilité de la conduite de la guerre.

Il croit que la réponse aux questions ci-dessus "est d'une importance capitale à tous les points de vue." Ainsi donc en apparence, les deux conditions auxquelles le président consentira à l'ouverture des négociations sont :

l'évacuation des territoires envahis ;

la garantie que la demande est faite au nom du peuple allemand et non de la caste qui a jusqu'à présent été responsable de la guerre.

Maintenant que la diplomatie va entrer en scène les discussions menacent d'être longues et difficiles. Nous aurons à lutter contre la grosse habileté et la mauvaise foi du boche.

Sans exprimer d'opinion sur la contre-offensive du président Wilson, nous croyons que si on laisse le maréchal Foch régler la question, le résultat final sera bien plus net et bien plus décisif. Son épée mise sur un des plateaux de la balance la fera vite pencher du bon côté.

Le 9 octobre 1918.

A. GOBEIL.

La religion s'adresse d'abord à nos affections, parce que ce sont elles qui disposent à croire. Cependant, quand la raison s'est pleinement soumise, elle daigne aussi la satisfaire, et c'est ce qui lui coûte le moins de peine.

LAMENNAIS

* * *

Nul n'est heureux comme un vrai chrétien, ni raisonnable, ni vertueux, ni aimable.

PASCAL